

L'eau, pétrole du 21^e siècle

Mots clés: eau, pétrole, eau douce, nappe phréatique, agriculture

Indispensable aux minimums vitaux et hygiéniques, l'eau est également au centre des enjeux agricoles et alimentaires puisque l'agriculture consomme à elle seule 70% de l'eau douce de la planète.



Auteur(s): Défi Sud

Date de publication: septembre 2011

Catégorie(s): Construire son avenir, éducation, santé, énergie, eau, habitat

Province(s): Kinshasa • Bandundu • Équateur • Province Orientale • Nord-Kivu • Sud-Kivu • Maniema • Katanga • Kasai-Oriental • Kasai-Occidental • Bas-Congo

Partenaire(s): SOS FAIM

Nombre de pages: 2

Identification: F-ECJ-S2-1



«L'eau sera le pétrole du 21^e siècle, le siècle de la soif». La formule est un peu dramatique, mais elle a le mérite de résumer les défis à venir en termes d'accès à l'eau potable dans le monde.

Cycle de l'eau

Notre planète dispose d'environ 1400 millions de km³ d'eau. L'essentiel de cette eau est de l'eau de mer localisée dans les océans. Seulement 2,5% (35 millions km³) est de l'eau douce, la plupart n'étant pas accessible car sous forme de glace, dans les calottes glaciaires et les glaciers, ou dans les sols en profondeur.

L'eau douce provient essentiellement des précipitations tombées sur Terre durant le cycle de l'eau. Au terme de ce cycle, il ne reste donc que 9000 à 14000 km³ d'eau douce pour la consommation humaine. On estime qu'actuellement, les prélèvements annuels en eau pour la consommation humaine s'élèvent à environ 3600 km³, soit l'équivalent de 580 m³ par habitant et par an. En ajoutant la quantité d'eau nécessaire à la dilution des effluents et la protection des écosystèmes aquatiques, estimée à 2400 km³ par an, on parvient à un total de 6000 km³ de ressources en eau douce facilement accessibles et déjà revendiquées.

Mais la croissance démographique, les besoins grandissants en eau liés à l'élévation du niveau de vie et les changements climatiques rendent la situation de plus en plus précaire, en particulier pour les régions qui souffrent déjà de pénuries. Car l'eau et les populations étant inégalement réparties, certains pays sont déjà en position critique.

«L'eau sera le pétrole du 21^e siècle, le siècle de la soif». La formule est un peu dramatique, mais elle a le mérite de résumer les défis à venir en termes d'accès à l'eau potable dans le monde. Prononcés par le représentant du Yémen lors de l'assemblée générale de l'ONU du 28 juillet 2010, ces mots permettent en outre de marquer un événement qualifié d'historique par nombre de commentateurs: la reconnaissance du droit à l'eau de qualité et à des installations sanitaires. Selon l'ONU, 884 millions de personnes dans le monde n'ont pas accès à l'eau potable et plus de 2,6 milliards de personnes ne disposent pas d'installations sanitaires de base.

Le plus souvent, l'utilisation de l'eau n'est pas facturée, ou bien à un prix dérisoire, alors que l'on assiste à une pénurie croissante, due à la combinaison et l'interaction de nombreux facteurs à l'échelle planétaire: forte croissance

démographique, urbanisation galopante, désertification, salinisation, destruction des zones humides, épuisement des nappes phréatiques, réchauffement climatique, etc.

Solutions techniques ou morales?

Face aux immenses défis d'approvisionnement en eau, beaucoup d'acteurs avancent des solutions d'ordre technique: l'irrigation au goutte-à-goutte, la désalinisation de l'eau de mer, l'ultrafiltration, le forage de puits ou l'exploration de nouveaux aquifères. Si elles peuvent résoudre certains problèmes, notamment au niveau local, ces technologies ne s'attaquent cependant pas au coeur du problème: l'amélioration de la gestion et de la redistribution des ressources en eau. Cette gestion de l'eau est l'objet d'une féroce bataille idéologique, entre les partisans d'une gestion privée et les défenseurs de l'eau comme bien public commun. Les premiers soulignent l'efficacité présumée des acteurs privés (exemples des multinationales telles que Suez ou Veolia) ou partenariats publics / privés (PPP) ainsi que l'importance d'un prix élevé comme moyen de faire un usage rationnel des ressources en eau. Les seconds font remarquer que les multinationales de l'eau privilégient les investissements rentables et sont donc incapables d'assurer un accès à l'eau aux populations

les plus pauvres, en particulier dans les pays en voie de développement (PVD). Ils mettent en avant des modèles publics et participatifs, à l'exemple de villes comme Dhaka au Bangladesh, Cochabamba en Bolivie ou Recife au Brésil.

Financer et gérer

La résolution de l'ONU de juillet 2010 constitue une victoire importante pour les défenseurs de l'eau publique, puisqu'elle reconnaît l'eau comme « un droit humain, individuel et collectif universel », son accès « ne pouvant être basé sur une culture d'intérêts et de concurrence » selon Riccardo Petrella, le secrétaire général du Comité international pour un Contrat mondial de l'eau. Pour l'économiste, il reste cependant à développer, au-delà des principes de droit d'accès et de participation citoyenne, « des mécanismes de financement public de l'accès à l'eau ». La mise en place d'une fiscalité mondiale sur l'eau est l'une des propositions avancées, ses partisans arguant du caractère transnational des problématiques liées à l'eau. Dans des régions telles que celles du Nil ou du Niger, une gestion à l'échelle du bassin versant semble par exemple la plus naturelle, notamment face aux risques d'une augmentation des conflits liés à l'épuisement progressif des ressources en eau.